

ملخص:

تعد مصر من أهم دول الشرق الأوسط بفضل وزنها الجغرافي وعلاقتها مع الدول المؤثرة مثل إسرائيل والولايات المتحدة الأمريكية والمملكة العربية السعودية وقد منحها هذه العلاقات دورا متميزا في الوساطة في الصراع الإسرائيلي الفلسطيني.

وقد تأثرت مصر في أواخر العام 2008 وبدايات العام 2009 بسبب الحرب الإسرائيلية على غزة (في الفترة ما بين 27 ديسمبر 2008 و18 جانفي 2009) وآثارها في الإطار المحلي والجهوي والدولي.

ويُنظر إلى الحرب على غزة في فرنسا على أنها صراع إقليمي ودولي جهاته الفاعلة تتعدى الفلسطينيين والإسرائيليين فهم من بلدان متعددة مثل الولايات المتحدة الأمريكية، إيران والبلدان العربية، خاصة مصر في سياق هذا المقال.

الحل لهذه الحرب في نظر معظم المراقبين لن يأتي سوى من أطراف خارجة عن الصراع ذاته مثل الأمم المتحدة وأوروبا ومصر بالتعاون مع أطراف فاعلة أخرى مثل إيران وتركيا...

أمّا الحل النهائي للصراع الإسرائيلي الفلسطيني فلن يتحقق إلا إذا تدخلت القوة العظمى الأمريكية التي لا تزال على الهامش أو تساند مساندة عمياء حليفها إسرائيل.

شكك المراقبون في فرنسا في نزاهة الوساطة المصرية التي كانت منحازة لصالح السلطة الفلسطينية ضد حماس.

إحتمال فوز حماس في الحرب يعزز مكانتها ومكانة حلفائها السوريين والإيرانيين وكل المنظمات الإسلامية في المنطقة ويهدد مصالح مصر وحلفائها العرب والغربيين.

أما من وجهة نظر "نظرية العلاقات الدولية" فالحراك المصري خلال حرب غزة ناتج عن الواقعية في العلاقات الدولية (النظرية الواقعية أو العقلانية) التي تشجع الحوار وتبادل المصالح بين الدول والمتصارعين (حماس وإسرائيل) في حين أن بعض المتتبعين يعتقدون أن هذا الحراك نابع من النظرية المثالية التي يُنظر إليها على أنها موقف إيديولوجي يُبعد العديد من الفاعلين الحكوميين وغير الحكوميين من المشاركة في اتخاذ القرارات (مثل إيران وحماس وقطر).

كل الدول بما فيها مصر حاولت فرض مصالحها الجيوسياسية باستعمال كل قدراتها سواء العسكرية أو المالية أو السياسية.

Le conflit israélo-palestinien et la diplomatie égyptienne au Moyen-Orient

(De la fin de 2008 au début de 2009)



L'Égypte est habituellement un des principaux acteurs régionaux du Moyen-Orient grâce à son poids démographique et à ses relations avec des Etats influents comme Israël, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Ces relations lui confèrent un rôle de médiateur privilégié dans le conflit israélo-palestinien.

L'Égypte a été impactée à la fin de l'année 2008 et début de l'année 2009 par la guerre menée par Israël à Gaza en Palestine (entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009) et par ses réminiscences aux échelles, locale, régionale et internationales.

Comment étaient l'engagement et les objectifs de ce pays selon l'analyse qui lui a été faite par des sources françaises (chercheurs et presse)?

Dans quelle situation la guerre à Gaza met-elle l'Égypte qui a une frontière avec le territoire en guerre : L'Égypte fait habituellement face à la protestation populaire et à des critiques de certains Etats de la région à cause de ses liens avec Israël et de sa participation au blocus de Gaza qui est liée à ses accords avec Israël sur la sécurisation de la frontière.

L'action égyptienne est généralement expliquée par ses positions traditionnelles à l'égard d'Israël, du Hamas et ses alliés :

- 1-Par son hostilité au modèle islamique du Hamas.
- 2-Par sa rivalité avec l'Iran pour l'hégémonie régionale.
- 3-Par la pression israélienne et américaine concernant le contrôle de la frontière et de la contrebande d'armes.
- 4-Par sa volonté de préserver sa place de médiateur dans les négociations de paix.

Est-ce que la médiation de l'Égypte, qui collabore habituellement avec l'Occident, notamment avec l'Europe et la France, est efficace surtout face des Etats-Unis, seuls acteurs reconnus à pouvoir influencer sérieusement le processus de négociation entre les Palestiniens et les Israéliens ? Est-ce que l'Égypte est le seul pays médiateur ou existe-t-il d'autres qui veulent le concurrencer ?

L'accent est mis sur l'impact de cette guerre sur les relations entre les pays arabes, habituellement tendues, surtout depuis la guerre du Golfe de 1990. Le monde arabe a été divisé entre les pays qui ont contribué à la coalition contre l'Irak et les autres qui l'ont refusée. Comment ces relations se traduisent sur le terrain diplomatique lors de la guerre à Gaza et sur les divisions inter-palestiniennes⁽¹⁾. L'Égypte et ses alliés participent aux tentatives de réconciliation entre les frères ennemis palestiniens, le Hamas et le Fatah. Est-ce que l'Égypte a réussi sa médiation, depuis la guerre civile qui a opposé les deux partis palestiniens en juin 2007 ? Est-ce que l'Égypte et ses alliés sont impartiaux du fait de leurs relations tendues avec le Hamas et cordiales avec l'Autorité Palestinienne ?

L'action de l'Égypte était déterminée notamment par sa coopération avec l'Europe et les Etats-Unis.

La guerre à Gaza a un impact sur l'Égypte et sur sa politique envers l'opposition, principalement islamique.

La diplomatie égyptienne

Les relations bilatérales entre l'Égypte et Israël sont marquées par plusieurs guerres : en 1948, en 1956, en 1967 et en 1973, mais l'Égypte reste le premier pays à avoir signé un accord de paix avec Israël, malgré l'hostilité de l'opinion publique à cause du dossier palestinien.

La visite d'Anouar SADATE à Al-Quds, le 9 novembre 1977, est « un véritable coup de tonnerre en Égypte et dans le monde arabe »⁽²⁾ à cause du refus de tout rapprochement avec Israël vu comme une trahison.

Son successeur, Hosni MOUBARAK, opère des changements dans le style de gouvernement. Il privilégie le retour à la « famille arabe », dont l'Égypte fut écartée après les accords de Camp David, au renforcement des relations avec Israël.

L'ère de MOUBARAK est marquée par le soutien indéfectible à l'OLP et à son Président Yasser ARAFAT⁽³⁾

auprès des Etats-Unis et à la remise sur la table des négociations de l'organisation palestinienne.

L'Égypte met constamment en garde de l'extension des conflits israélo-arabes. L'objectif principal de l'Égypte est de barrer la route aux mouvements islamiques, dans toute la région, qui peuvent profiter des conflits pour renforcer leur présence. L'Égypte utilise l'islamisme comme un moyen de « chantage au chaos »⁽⁴⁾. De nombreux incidents suscitent la colère et la méfiance des deux côtés, tant en Égypte qu'en Israël.

Les relations israélo-égyptiennes se dégradent et des projets d'échanges économiques sont gelés en raison du raidissement d'Ariel SHARON à l'égard des Palestiniens (SHARON tient le pouvoir entre le 7 mars 2001 et le 14 avril 2006).

L'Etat-major égyptien considère cependant Israël, qui possède l'arme nucléaire et n'a pas signé le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), comme la principale menace militaire pour leur pays.⁽⁵⁾

En dépit des difficultés, Israël et les Etats-Unis (même si les Etats-Unis soutiennent le « Printemps égyptien » contre Hosni MOUBARAK) s'inquiètent du changement à la tête de l'Égypte après la chute de Hosni MOUBARAK, le 11 février 2011. Ils craignent l'alignement des nouveaux responsables sur l'opinion populaire, fondamentalement hostile aux deux pays⁽⁶⁾.

D'ailleurs, le premier ministre israélien, Benyamin NETANYAHOU, affirme à l'Agence France Presse (AFP) ses craintes que le « Printemps arabe » ne soit « un hiver iranien »⁽⁷⁾. Cela corrobore l'hypothèse de l'arrivée au pouvoir de partis politiques de référence islamique hostiles à Israël et soumis à l'Iran. Benyamin NETANYAHOU affirme que l'Iran « s'est déjà emparé de la moitié de la société palestinienne par le biais de son intermédiaire, le Hamas ». Cette mainmise peut arriver dans les autres pays du « Printemps arabe », notamment en Égypte. Ces pays deviennent, selon NETANYAHOU, une menace pour Israël qui est réticent à l'encontre des révoltes arabes et

fustige les politiciens qui les soutiennent⁽⁸⁾. Le chef du gouvernement israélien « tenterait de mobiliser » pour attaquer les installations nucléaires de l'Iran à plusieurs reprises⁽⁹⁾ pour affaiblir son influence régionale sur les mouvements islamiques.

L'Égypte alliée d'Israël contre son opinion publique ?

L'Égypte malgré son alliance stratégique avec Israël est mise en situation délicate par la guerre menée par ce pays à Gaza en 2008-2009. Elle est accusée de trahison par le Hamas et par l'opinion publique arabe lorsque Tzipi LIVNI fait une visite au Caire deux jours avant le début de l'offensive israélienne.

Plusieurs facteurs expliquent la position égyptienne à l'égard d'Israël et du Hamas : ses dirigeants, sans le déclarer en public, sont hostiles au Hamas. Ils ne veulent pas d'un « émirat islamique » à leur porte, et ouvrent de ce fait rarement le terminal frontalier de Rafah. Ils veulent renforcer leur soutien à l'Autorité palestinienne et à son Président Mahmoud ABBAS⁽¹⁰⁾, seule autorité légale à leurs yeux. L'Égypte s'inquiète de l'influence croissante de l'Iran, surtout après la guerre du Sud Liban de l'été 2006 qui voit triompher le Hezbollah contre l'armée israélienne. Sans entrer dans un affrontement ouvert avec l'Iran, l'Égypte pratique, selon Tangi SALAÛN du *Figaro*, une politique de cantonnement au Liban et en Palestine⁽¹¹⁾, soutenant ainsi les adversaires du Hezbollah et du Hamas. Les déclarations de Hassan NASRALLAH⁽¹²⁾ demandant aux Égyptiens de sortir dans les rues et à l'armée égyptienne de désobéir, dans un discours diffusé le 28 décembre 2008⁽¹³⁾, sont considérées comme une « déclaration de guerre » par le ministre des Affaires étrangères égyptien Ahmed ABOUL GHEIT⁽¹⁴⁾. L'Etat égyptien craint aussi l'impact des discours de Mahmoud AHMADINEJAD, alors président iranien, sur sa population d'après Gilles PARIS du *Monde*⁽¹⁵⁾.

Dans ce contexte difficile, les autorités égyptiennes sont soumises aux pressions des Américains et des Israéliens qui les

accusent de ne pas avoir combattu suffisamment le trafic d'armes vers Gaza. En 2003, comme le précise Tangi SALAÛN, l'Égypte a failli perdre sa place dans le processus de paix au profit de la Jordanie⁽¹⁶⁾ quand les Etats-Unis et Israël l'ont écartée pour lancer « la feuille de route⁽¹⁷⁾ ». Ceci est considéré comme une humiliation pour le pays qui compte sur son statut de « médiateur privilégié » pour contrer les pressions occidentales sur la démocratisation du régime.

Malgré la concurrence du Qatar qui est très actif au Liban et qui souhaite l'organisation d'un sommet extraordinaire de la Ligue arabe consacré à la guerre à Gaza le vendredi 2 janvier 2009 à Doha⁽¹⁸⁾, l'Égypte retrouve sa place « de bon élève »⁽¹⁹⁾. Gilles PARIS partage la même opinion concernant les ambitions du Qatar considéré au sein de la Ligue arabe comme ayant une « position médiane ». Le Qatar profite de ses bons liens avec la Syrie, de la restauration de ses relations avec l'Arabie saoudite en 2008 et de l'affaiblissement de l'Égypte pour réunir la Ligue arabe et essayer d'unir, sans réussite, les camps qui s'affrontent au sein de la Ligue (« modérés » et « front du refus »)⁽²⁰⁾.

Dans le cadre de la médiation, l'Égypte et la France proposent un plan de cessez-le-feu refusé au départ par les Israéliens qui demandent des modifications comme le note Daniel SHEK, ambassadeur d'Israël en France. Il considère que cette proposition rétablit le *statu quo*, ne résout pas la situation des habitants du Sud d'Israël et ne met pas fin aux tirs de roquettes et à la contrebande d'armes⁽²¹⁾.

Ce plan a créé des divergences au sein du gouvernement israélien. Ehoud BARAK, ministre de la Défense y est favorable et préfère ne pas « intensifier l'opération terrestre » (deuxième étape de la guerre) et préconise l'envoi d'un émissaire au Caire. Mais Ehoud OLMERT, chef du gouvernement, est hostile à la position de son ministre. Le point qui réunit tout le gouvernement est l'opposition à la signature d'un accord directement avec le Hamas. Le rôle égyptien, dans ce cas-là, devient plus important, car les Israéliens veulent que l'Égypte soit la médiatrice à condition d'obtenir des garanties de sa part⁽²²⁾.

Egypte et Hamas, relations tendues

L'Égypte se méfie toujours du Hamas qu'elle considère comme l'« épigone » des Frères musulmans égyptiens et l'accuse d'être manipulé par l'Iran et la Syrie afin de servir leurs propres intérêts⁽²³⁾.

Le Hamas refuse le plan de cessez-le-feu franco-égyptien au début car il prévoit le déploiement d'observateurs internationaux à la frontière de Gaza, que le parti palestinien considère comme une protection pour « la puissance occupante » et renforce le blocus. Il menace la « résistance et la cause palestiniennes en permettant à l'ennemi de poursuivre son agression »⁽²⁴⁾. D'un autre côté, la direction du Hamas à l'intérieur de Gaza laisse « entendre que les propositions des présidents égyptien Hosni MOUBARAK et français Nicolas SARKOZY sont encore à l'étude » et nie le rejet du plan. Dans ce cadre, l'Égypte et les pays arabes s'efforcent de convaincre le Hamas d'arrêter les tirs de roquettes vers le territoire israélien. Les pays arabes, depuis leur sommet de Beyrouth en 2002, proposent à Israël la normalisation de leurs relations en contrepartie de la création d'un Etat palestinien. Mais la montée en puissance du Hamas en Palestine alarme plus les pays arabes qui craignent la domination des mouvements islamiques, principalement les Frères musulmans, en Égypte et dans le monde arabe. Ceci explique la répression contre la confrérie, « matrice du Hamas ». L'Etat égyptien redoute le rapprochement entre ce parti et l'Iran et l'influence de son président Mahmoud AHMADINEJAD sur les masses arabes avec son anti-israélisme. La répression égyptienne se veut d'empêcher les manifestations massives au Caire. Une approche différente est adoptée par la Jordanie qui préfère se rapprocher, « par réalisme », du Hamas pour éviter le même type de manifestations à Amman⁽²⁵⁾.

Malgré les réticences liées à l'absence de garanties internationales, des négociations ont eu lieu avec le Hamas en Égypte par l'intermédiaire du gouvernement, démontrant l'importance de son rôle de médiateur. Sans ces discussions, les négociations n'auraient pas abouties sur un

cessez-le-feu. Aucun pays, ni Israël, ni les Etats-Unis, ni l'Europe, ne veut de discussions directes avec le Hamas par crainte de le légitimer⁽²⁶⁾. La médiation égyptienne, selon plusieurs journalistes français, dépasse le cadre des pourparlers israélo-palestiniens et veut créer une nouvelle atmosphère permettant la reprise des discussions entre le Fatah et le Hamas afin d'aplanir leurs divergences, de résoudre les problèmes entre les deux organisations et de restaurer l'entente palestinienne. Cette réconciliation est un préalable pour tout accord de paix éventuel entre les Palestiniens et les Israéliens. Selon l'Editorial de Pierre ROUSSELIN dans *Le Figaro* du 19 janvier 2009, « considérer le Hamas comme interlocuteur sapera le régime de MOUBARAK et renforcera les Frères musulmans égyptiens ». Statut qu'Israël refuse de concéder au Hamas dans le souci d'éviter de lui accorder une victoire politique. L'Egypte craint particulièrement l'effondrement de l'Autorité palestinienne, déjà très affaiblie, et la mise en danger de la solution des « deux Etats »⁽²⁷⁾.

L'Egypte qui rencontre des difficultés pour réconcilier les Palestiniens, trouve les mêmes obstacles pour concilier les exigences des représentants du Hamas de l'intérieur et de l'extérieur. Ceux qui viennent de Damas sont plus exigeants que ceux de l'intérieur, particulièrement au sujet des conditions de réouverture des passages et de la durée de la trêve.

Les divergences entre le Fatah et le Hamas concernent la présence des observateurs de l'Union européenne dans le terminal de Rafah entre l'Egypte et Gaza. Effectivement, ni l'Autorité palestinienne, ni l'Egypte n'acceptent que la frontière ne soit à la charge complète du Hamas. D'un autre côté, si l'Autorité palestinienne accepte une force internationale sur les territoires palestiniens, le Hamas s'y oppose.

Mais, il paraît clair aux yeux de l'observateur que les tensions entre l'Egypte et le Hamas ne viennent pas seulement de la nature de ce parti et des difficultés que peut poser le soutien des Frères musulmans égyptiens à l'intérieur du pays. Ceci répond aussi à des critères géopolitiques en lien avec, d'un côté, l'Iran et de l'autre les dissensions entre

les pays arabes, « modérés » et « front du refus ». Ainsi, Le Caire veut diminuer l'influence de ses adversaires régionaux, renforcer ses positions et celles de ses alliés arabes et répondre aux exigences et pressions d'Israël, des Etats-Unis et de l'Europe.

La diplomatie égyptienne dans le monde arabe

Les divisions entre les pays arabes se sont accentuées à partir de la ratification des accords de paix entre l'Egypte et Israël en 1979⁽²⁸⁾ et la guerre du Golfe de 1990 qui voit la partition du monde arabe entre ceux qui ont participé à la coalition contre l'Irak et ceux qui l'ont refusée. Avec cet éclatement, des pays ont pu acquérir la liberté « de jouer seul », comme la Jordanie qui négocie séparément en 1994 un accord de paix avec Israël sans qu'elle soit punie ou ostracisée comme l'Egypte en 1979. L'après-guerre d'Irak permet que chaque pays puisse « jouer contre « ses pays frères » ». Ceci facilite l'hégémonie des Etats-Unis dans le nouvel ordre mondial en s'appuyant sur Israël, l'Egypte et l'Arabie saoudite dans la région. Le monde arabe n'est pas libre et uni lors de la guerre du Golfe en 1990 et ne le sera pas lors de la guerre à Gaza en 2008 – 2009. Il perd son indépendance en faisant appel à des « protecteurs étrangers »⁽²⁹⁾.

La guerre à Gaza vient renforcer les divisions entre les pays de la Ligue arabe : deux sommets ont eu lieu ; un extraordinaire à Doha le 16 janvier 2009 consacré à la guerre à Gaza, auquel assiste 13 pays, principalement le Qatar et la Syrie, en plus des invités iraniens, turcs, sénégalais, indonésiens et le Hamas d'où l'absence de l'Autorité Palestinienne, de l'Arabie saoudite et de l'Egypte et un deuxième sommet ordinaire à Koweït-city le 19 janvier 2009. Le mini-sommet de Doha appelle à l'arrêt des hostilités, à la poursuite d'Israël pour crimes contre l'humanité, à l'envoi d'aide humanitaire et financière à Gaza et à la révision des relations avec Israël. L'absence de l'Egypte et de l'Arabie saoudite est justifiée par la volonté de ne pas multiplier les sommets et par la priorité de celui de Koweït-city qui est déjà prévu dans le programme de la Ligue. Ceci cache plutôt la volonté de l'Arabie saoudite et surtout de l'Egypte de garder la mainmise sur le rôle de médiateur privilégié. Ce rôle leur

confère une place primordiale dans la géopolitique du Moyen-Orient⁽³⁰⁾. D'un autre côté, la présence du Hamas peut être interprétée par les soutiens de l'Autorité palestinienne comme une humiliation, une volonté de l'affaiblir, de l'écartier et de légitimer et renforcer la position du Hamas. Ce dernier devient un danger pour l'Égypte où se trouve la matrice des Frères musulmans à laquelle il appartient. La présence de l'Iran, adversaire de l'Arabie saoudite, renforce d'un côté le Hamas et ouvre la porte à l'influence de ce pays dans le monde arabe. Cette hostilité envers l'Iran peut être expliquée, entre autres, par les tensions religieuses entre le chiïsme et le sunnisme.

Pour Emmanuel DUBOIS, chercheur de l'European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC), la guerre à Gaza vient renforcer les dissensions entre les dirigeants arabes « incapables de la moindre initiative couronnée de succès » hormis les résolutions non suivies. Selon lui, le sommet de Doha accentue les différends et divise la Ligue en « deux blocs », l'un soutient le Hamas, mené par la Syrie et dirigé par l'Iran et l'autre opposé aux islamistes de Gaza et mené par l'Égypte. Lors de cette guerre, insiste Emmanuel DUBOIS, l'Iran est derrière cette division⁽³¹⁾.

Les pays arabes « sunnites « modérés » » auraient démontré « un soutien tacite aux Israéliens dans leur lutte contre le Hamas » et une hostilité à son encontre, à l'opposé des positions de la presse et des opinions publiques de leurs pays qui vouent de la rancune vis-à-vis d'Israël. Ces pays encourageraient même cette animosité afin de détourner leurs peuples de leurs préoccupations sociales, économiques et politiques. Les Etats arabes laisseraient se développer dans la presse un discours « antisémite » dans le même objectif. Emmanuel DUBOIS considère qu'avec cette attitude⁽³²⁾, « les dirigeants arabes se retrouvent piégés par leur propre rhétorique » en dépit des accords signés avec Israël et le déséquilibre entre leurs discours diplomatiques et leurs actions internes encourageant l'hostilité envers ce pays⁽³²⁾.

Au contraire d'Emmanuel DUBOIS, Michel MAKINSKY⁽³³⁾ ne voit pas l'action des pays arabes « modérés » comme molle. Il pense qu'ils ont eu une

« réaction vigoureuse » contre toute initiative qui ne vient pas d'eux. Lors du mini-sommet du Qatar du 16 janvier 2009, qui n'a pas atteint le quorum requis pour rappel, ils montrent leur inimitié contre l'Iran et contre la tenue du sommet lui-même le considérant comme un « front iranien ». MAKINSKI perçoit ce mini-sommet plutôt comme un « savant jeu d'équilibre » de la part du Qatar.

Tous les sommets de la Ligue arabe, concernant la question palestinienne, sont « traditionnellement dominés par l'Égypte et l'Arabie saoudite » qui privilégient le soutien à l'Autorité palestinienne et l'exclusion du Hamas. Ce dernier est considéré par les Égyptiens comme une menace sur leur frontière à cause de ses activités militaires, de ses liens avec des groupes armés dans le Sinaï et du soutien de l'Iran. Cependant les deux pays essayent, sans résultat, de créer une coalition entre le Fatah et le Hamas afin de faire face à l'influence syrienne et iranienne⁽³⁴⁾ qui sont en concurrence avec eux, notamment au Liban.

L'Égypte et l'Arabie saoudite n'admettent pas la volonté du Qatar « petit Etat » de s'imposer comme une puissance d'équilibre au Moyen-Orient. Ils craignent ses relations avec Israël et les Etats-Unis (qui ont une base militaire à Al-Ubeid au Qatar), d'un côté, et avec le Hamas et l'Iran, de l'autre. Dans ce cas de figure et avec ses multiples relations, le Qatar prend « le pari d'une posture reflétant la volonté de construire un dispositif plus subtil et plus durable que l'alignement pur et simple sur un axe Washington, Riyad, le Caire »⁽³⁵⁾.

Les critiques du Qatar envers le président égyptien Hosni MOUBARAK, son « soutien au Hamas et à l'Iran »⁽³⁶⁾ en plus de la découverte en avril 2009 d'une cellule du Hezbollah en Égypte⁽³⁷⁾ compliquent encore plus les relations entre les pays dits « modérés » et les pays dits de « l'axe du refus ». La Syrie est considérée comme une porte d'entrée de l'Iran⁽³⁸⁾. L'animosité égyptienne contre ce prétendu axe viserait en général le « radicalisme islamiste », venant du Hezbollah, du Hamas ou de l'Iran afin de dissuader, principalement ce dernier, « de recruter sur [les] territoires [d'influence de l'Égypte] » et afin de renforcer le nationalisme égyptien contre cet islamisme⁽³⁹⁾.

Conclusion

La guerre à Gaza est perçue comme un conflit régional et international. Les acteurs ne sont pas seulement Israéliens et Palestiniens, mais sont aussi Iraniens, Arabes, Européens, Américains, Sud-Américains, Asiatiques et surtout Egyptiens dans le cadre de cet article. Une conviction pour la plupart des observateurs en France, la solution à ce conflit (de 2008-2009) ne peut venir que d'acteurs étrangers au conflit lui-même, comme l'ONU, l'Égypte et l'Europe, parfois en collaboration avec des pays arabes, avec l'Iran ou même avec la Turquie. Mais, la plus grande certitude est que l'issue finale du conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut venir que de l'hyper-puissance américaine qui reste à l'écart et attentiste. Dans le cadre de l'internationalisation du conflit, l'action égyptienne est liée intimement à d'autres acteurs, comme l'Iran, les États-Unis, l'Union européenne, les pays arabes, soit dans la confrontation ou collaboration. Les chercheurs et la presse, en particulier en France, s'interrogent sur le succès de la médiation égyptienne, une médiation intéressée et partielle en faveur de l'Autorité palestinienne et en défaveur du Hamas.

La crainte d'une éventuelle victoire du Hamas dépasse le conflit lui-même, car cette possibilité renforcerait l'islamisme radical (organisations et États) dans la région, et menacerait les États « modérés », et donc les intérêts occidentaux.

Du point de vue de la théorie des relations internationales, l'action égyptienne, lors du conflit à Gaza, est dictée, selon une partie de la presse et des politiciens français, par une approche réaliste (rationnaliste⁽⁴⁰⁾) des relations internationales. Elle privilégie le dialogue et le partage des intérêts entre États et entre les belligérants (par exemple l'Égypte demande des concessions à Israël sur la question du blocus pour avoir des concessions du Hamas). Alors qu'une autre partie, pense que l'action égyptienne est issue de la théorie idéaliste⁽⁴¹⁾ qui est vue comme une posture idéologique, excluant des acteurs étatiques ou non

étatiques de la résolution de ce conflit (comme l'Iran, le Hamas et le Qatar).

Le contexte général de ce conflit et l'action des États impliqués et les tensions entre eux sont interprétés de manière à ce que chacun veuille imposer ses intérêts par sa puissance (de différents ordres). En cela, la citation de Reinhold NIEBUHR⁽⁴²⁾, « La politique est condamnée à consister en une lutte pour la puissance » (qui vient de la nature humaine)⁽⁴³⁾ correspond à l'analyse faite du conflit, de sa géopolitique et des relations internationales dans cette période.

bibliographiques:

(1) Voir concernant la crise dans le mouvement Palestinien et la démocratie en Palestine, Graham USHER, « The Crises in the Palestinian National Movement and the Struggle for Palestinian Democracy », dans, Brigitte RAHBK, éd., *Democratization in the Middle East: Dilemmas and Perspectives*, Aarhus (Danemark), Aarhus University Press, 2005.

(2) Christophe AYAD, *Géopolitique de l'Égypte*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 115-120.

(3) Yasser ARAFAT (24 août 1929-11 novembre 2004), est le premier président de l'Autorité Palestinienne du 20 janvier 1996 au 11 novembre 2004.

(4) Philippe PRUDENT, Fabien PERRIER, Alain NONJON, éd., *Moyen-Orient, la résistible quête d'un équilibre régional*, Paris, Ellipses, collection *Géopolitique des continents*, 2012, p. 124, 125.

(5) *Ibid.*

(6) Philippe PRUDENT, Fabien PERRIER, Alain NONJON éd., *Moyen-Orient, la résistible quête d'un équilibre régional*, *op.cit.*, 2012, p. 125.

(7) AFP, « Le « printemps arabe » pourrait tourner en « hiver iranien », *l'express.fr*, 17/04/2011, <http://www.l'express.fr/actualites/1/Monde/le-printemps-arabe-pourrait-tourner-en-hiver->

iranien_983779.html, consulté le 06/01/2014.

⁽⁸⁾ Amos LERAH, *JSSNews.com*, « Netanyahu fustige les politiciens qui soutiennent le Printemps arabe », 24/11/2011, <http://jssnews.com/2011/11/24/netanyahu-fustige-les-politiciens-qui-soutiennent-le-printemps-arabe/>, consulté le 06/01/2014.

⁽⁹⁾ *Le Monde.fr*, *AFP* et *REUTERS*, « NETANYAHOU tenterait de mobiliser pour attaquer l'Iran, Téhéran réagit », *Le Monde.fr*, 02/11/2011, http://www.leMonde.fr/proche-orient/article/2011/11/02/netanyahou-tenterait-de-mobiliser-ses-ministres-en-vue-d-attaquer-l-iran_1597165_3218.html, consulté le 06/01/2013.

⁽¹⁰⁾ Mahmoud ABBAS né le 26 mars 1935, est président l'Autorité palestinienne depuis le 15 janvier 2005.

⁽¹¹⁾ Tangi SALAÛN, « L'Égypte tiraillée entre son alliance avec l'État hébreu et une position propalestinienne », *Le Figaro*, 31/12/2008.

⁽¹²⁾ Hassan NASRALLAH, né le 31 août 1960, est le secrétaire général de l'organisation libanaise chiite Hezbollah depuis 1992.

⁽¹³⁾ Non signé, « Discours de Sayed NASRALLAH (28/12/2008) », *JSSnews.com*, 07/04/2009, <http://jssnews.com/2009/04/07/discoursdesayedhassanna srallah28122008/>, consulté le 02/02/2014.

⁽¹⁴⁾ Ahmed ABOUL GHEIT, né le 12 juin 1942, est Ministre des Affaires étrangères de l'Égypte de juillet 2004 à la « Révolution égyptienne » en 2011.

^(□□) Gilles PARIS, « La dégradation de la situation à Gaza pénalise l'Égypte », *Le Monde*, 03/01/2009 ; Marie-Claude DECAMPS, « Mahmoud AHMADINEJAD se pose en « leader de la rue arabe » », *Le Monde*, 20/01/2009 ; Claude GUIBAL, « L'Égypte sous le feu des critiques », *Libération*, 30/12/2008.

⁽¹⁶⁾ La Jordanie, après ses accords de paix avec Israël en 1994, a été reconnue comme protectrice des lieux saints musulmans à Jérusalem et s'est fait confirmer un rôle clé

dans le règlement du dossier palestinien : Brigitte DUMORTIER, *Géopolitique de l'Orient Arabe*, Paris, Arman Colin, 1997, p. 126.

⁽¹⁷⁾ La Feuille de route est un projet de paix qui a pour objectif d'arriver à une issue au conflit israélo-palestinien sur la base de la création de deux États. Elle est adoptée par le Quartet (Organisation Nations unies, Union européenne, États-Unis d'Amérique et Russie) qui s'est réuni le 30 avril 2003.

⁽¹⁸⁾ Non signé, « La Ligue arabe convoquait un sommet d'urgence hier vendredi 2 janvier ... », *Huffingtonpost.fr*, 03/01/2009, □

http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2009/01/03/1373752_la-ligue-arabe-convoquait-un-sommet-d-urgence-hier-vendredi-2-janvier.html, consulté le 31/01/2014.

⁽¹⁹⁾ Tangi SALAÛN, « L'Égypte tiraillée entre son alliance avec l'État hébreu et une position propalestinienne », *Le Figaro*, 31/12/2008.

⁽²⁰⁾ Gilles PARIS, « La Dégradation de la situation à Gaza pénalise l'Égypte », *Le Monde*, 03/01/2009.

⁽²¹⁾ Philippe GELIE entretien avec Daniel SHEK, « Il faut ajouter de la substance au plan franco-égyptien », *Le Figaro*, 08/01/2009.

⁽²²⁾ Adrien JAULMES, « Le Hamas rejette le plan franco-égyptien », *Le Figaro*, 09/01/2009.

⁽²³⁾ Gilles PARIS, « La dégradation de la situation à Gaza pénalise l'Égypte », *Le Monde*, 03/01/2009.

⁽²⁴⁾ Adrien JAULMES, « Le Hamas rejette le plan franco-égyptien », *Le Figaro*, 09/01/2009.

⁽²⁵⁾ Georges MALBRUNOT, « Les pays arabes divisés plus que jamais », *Le Figaro*, 16/01/2009.

⁽²⁶⁾ Adrien JAULMES, « Gaza: les contours d'un cessez-le-feu se dessinent », *Le Figaro*, 15/01/2009.

⁽²⁷⁾ Pierre ROUSSELIN, « Un premier test pour OBAMA », *Le Figaro*, 19/01/2009.

Cette rupture a été précédée par une campagne médiatique préparant la population égyptienne.

⁽²⁸⁾ Masri FEKI, *Les Conflits du Moyen-Orient*, Paris, Studyrama, 2008, p.29 ; Georges CORM, *Le Proche-Orient éclaté 1956-2012*, tome 1, Paris, Gallimard, 2012, p.559.

⁽²⁹⁾ Roland POURTIER, *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, op.cit., 2012 pour cette 3^e édition, p. 389 ; Roland POURTIER, *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris, Nathan, 2009 pour cette 2^e édition, p. 372.

⁽³⁰⁾ Grégory PIET, Sophie WINTGENS et David STANS, *La guerre à Gaza, de l'analyse du discours médiatique à l'analyse politologique, l'Etat et les relations internationales en question*, op.cit., 2010, p.182.

⁽³¹⁾ Emmanuel DUBOIS, « Opération « Plomb durci » à gaza : analyse et perspectives », *note d'analyse du European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC)*, 01/03/2009, <http://www.esisc.org/upload/publications/analyses/operation-plomb-durci-a-gaza-analyse-et-perspectives/15.%20OP%C3%89RATION%20C2%A B%20PLOMB%20DURCI%20C2%BB%20C3%80%20GAZA.pdf>, consulté le 31/10/2013.

⁽³²⁾ *Ibid.*

⁽³³⁾ Michel MAKINSKY, géopoliticien, spécialiste de l'Iran et du monde musulman. Il enseigne à l'École Supérieure de Commerce et de Management de Poitiers (ESCEM), collabore avec l'université de Liège (Belgique). Il est notamment directeur général de la société AGEROMYS international (société de conseils sur l'Iran et le Moyen-Orient).

⁽³⁴⁾ Non signé, rapport, « Gaza's Unfinished Business », *International Crisis Group, Middle East Report, no 85*, 23/04/2009, cité par Michel MAKINSKY « Le Qatar et Gaza : révélateur d'enjeux conflictuels, savant jeu d'équilibre », *Outre-Terre* 02/2009 (n° 22).

⁽³⁵⁾ C. JACOB, « The PLO-Qatar Conflict », *Memri Inquiry and Analysis*, no 495, 6/02/2009, cite par Michel MAKINSKY « Le Qatar et Gaza : révélateur d'enjeux conflictuels, savant jeu d'équilibre », *Outre-Terre* 02/2009 (n° 22).

⁽³⁶⁾ Non signé, « Egypt to skip Arab Summit Due to Anger at Iran, Qatar », *The Réalist*, 30/03/2009, cite par Michel MAKINSKY « Le Qatar et Gaza : révélateur d'enjeux conflictuels, savant jeu d'équilibre », *Outre-Terre* 02/2009 (n° 22).

⁽³⁷⁾ Non signé, « Egypt Paper : Axis of Evil Tried to Overthrow Regime », *The Jerusalem Post Online*, 18/04/2009, <http://www.jpost.com/Middle-East/Egypt-paper-Axis-of-evil-tried-to-overthrow-regime>, consulté le 13/02/2014, cite par Michel MAKINSKY « Le Qatar et Gaza : révélateur d'enjeux conflictuels, savant jeu d'équilibre », *Outre-Terre* 02/2009 (n° 22).

⁽³⁸⁾ Y. CARMON, Y. YEHOSSUA, A. SAVYON, and H. MIGRON, « An Escalating Regional Cold War – Part I: The 2009 Gaza War », *Memri Inquiry and Analysis*, no 492, 02/02/2009, cité par Michel MAKINSKY « Le Qatar et Gaza : révélateur d'enjeux conflictuels, savant jeu d'équilibre », *Outre-Terre* 02/2009 (n° 22).

⁽³⁹⁾ Gamal SOLTAN, « Between Egypt and Hizbullah, a Crisis Just Waiting to Happen », *The Daily Star* (Liban), 11/05/2009, <http://www.dailystar.com.lb/Opinion/Commentary/2009/May-11/117349-between-egypt-and-hizbullah-a-crisis-just-waiting-to-happen.ashx#axzz2tCy74d3E>, re-consulté le 13/02/2014, cite par Michel MAKINSKY « Le Qatar et Gaza: révélateur d'enjeux conflictuels, savant jeu d'équilibre », *Outre-Terre* 02/2009 (n° 22).

Malgré cette distinction de façade, le nationalisme dans les pays arabes, surtout en Egypte, (et en Iran aussi) est lié « intimement » au « sentiment religieux » comme l'indique Michel BOZDEMIR qui le différencie d'avec le nationalisme turque qui s'est développé au « détriment de l'Islam », afin de « s'orienté irrésistiblement vers l'Occident », Michel BOZDEMIR, « Islam et laïcité en Turquie », dans Michel BOZDEMIR, éd, *Islam et laïcité, approches globales et régionales*, l'Harmattan, 1996.

⁽⁴⁰⁾ Voir pour cette approche Dario BATTISTELA,

Théorie des relations internationales, Paris, SciencesPo. Les Presses, 2012, p. 127-178.

⁽⁴¹⁾Voir pour cette approche Dario BATTISTELA, *Théorie des relations internationales*, Paris, SciencesPo. Les Presses, 2012, p. 179-216.

⁽⁴²⁾ Reinhold NIEBUHR (21 juin 1892 - 1er juin 1971) était un théologien protestant américain. Il a étudié les relations entre la foi (chrétienne) et la réalité de la politique moderne et de la diplomatie.

⁽⁴³⁾ Michael Joseph SMITH, *Realist Thought From WEBER To KISSINGER*, Bâton Rouge (La.), Louisiana State University Presse, 1986, p. 107, cité par Dario BATTISTELA, *Théorie des relations internationales*, Paris, SciencesPo. Les Presses, 2012, p. 131.